

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1970 Nr. 202

---

---

A. TITEL

*Briefwisseling tussen de Nederlandse, de Belgische en de  
Luxemburgse Regering, enerzijds, en de Regering van de  
Republiek Togo, anderzijds, inzake de afschaffing  
van de visumplicht;*

*Abidjan / Lome, 1 september / 12 en 16 september 1970*

B. TEKST

Nr. I

AMBASSADE DE BELGIQUE  
AMBASSADE ROYALE DES PAYS-BAS

Doss: 3.17.

No: 1.786.

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des Pays du Benelux, agissant en commun en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960,

sont disposés à conclure avec le Gouvernement de la République du Togo un accord relatif à la suppression du visa dans les termes suivants:

A cet effet et en tenant compte de la réglementation résultant du transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, nous avons l'honneur de proposer ce qui suit:

„1. Aux termes du présent accord, il faut entendre:

par „les pays du Benelux” le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas; par le „territoire du Benelux” l'ensemble des territoires en Europe du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les ressortissants des pays du Benelux peuvent quel que soit le lieu de départ, et en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa en République du Togo, sous le seul couvert d'un passeport national valable sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé. La seule possession de ce passeport suffit également à leur sortie de ce pays.

3. Les ressortissants de la République du Togo, peuvent quel que soit le lieu de départ et en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire du Benelux sous le seul couvert d'un passeport national valable sans qu'aucun cautionnement ne puisse être exigé. La seule possession de ce passeport suffit également à leur sortie de ce territoire.

4. Pour un séjour de plus de trois mois, les bénéficiaires du présent accord doivent en avoir obtenu l'autorisation, avant leur départ, par l'entremise du représentant diplomatique ou consulaire du pays où ils veulent se rendre.

5. Les ressortissants des pays du Benelux résidant régulièrement en République du Togo et les ressortissants de la République du Togo résidant régulièrement dans un des pays du Benelux peuvent quitter le pays de leur résidence et y rentrer sans visa, sous le seul couvert d'un passeport national valable, sans qu'aucun cautionnement puisse être exigé.

6. Chaque Gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui ne disposent pas de moyens de subsistance suffisants ou de la possibilité de les acquérir par un travail légalement autorisé ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

7. Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, les lois et règlements en vigueur dans les pays du Benelux et en République du Togo, concernant l'entrée, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que l'exercice d'une activité lucrative, salariée ou non, restent applicables.

8. Chaque Gouvernement s'engage à admettre, à tout moment et sans formalités, sur son territoire, les détenteurs d'un passeport national valable délivré par ce Gouvernement, ainsi que les personnes dont il a été prouvé qu'elles sont des ressortissants du pays représenté par ce Gouvernement.

Il admettra également les personnes ne possédant plus de passeport, s'il a été établi qu'elles sont entrées dans le territoire de l'autre Partie Contractante sous le couvert du passeport visé à l'alinéa précédent.

9. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'application du présent accord peut être étendue au Surinam et aux Antilles néerlandaises par une notification du Gouvernement des Pays-Bas au Gouvernement de la République du Togo.

10. Le présent accord entrera en vigueur le 1er octobre 1970 pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée. Après la première période d'une année, chacun des Gouvernements Contractants pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au Gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements Contractants entraînera l'abrogation de l'accord.

Le Gouvernement belge avisera les autres Gouvernements Contractants de la réception de la notification mentionnée ci-dessus.

11. Chacun des Gouvernements Contractants pourra suspendre l'application du présent accord moyennant notification par la voie diplomatique au Gouvernement belge.

La suspension par un seul des Gouvernements Contractants entraînera également la suspension pour les autres Gouvernements Contractants.

Toutefois, la suspension n'affecte pas les dispositions des points 8 et 10 du présent accord.

Le Gouvernement belge avisera les autres Gouvernements Contractants de la réception de la notification mentionnée au présent point. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.”.

Si votre Gouvernement est disposé à conclure avec les Gouvernements des pays du Benelux un accord conforme aux dispositions précitées nous avons l'honneur de proposer que la présente lettre et les Votres en réponse adressées à chacun de nous constituent un accord entre le Gouvernement de la République du Togo et les Gouvernements des pays du Benelux.

Nous saisissons cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Abidjan, le 1er Septembre 1970.

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:*

(s.) G. WALRAVENS

*Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:*

(s.) A. J. M. VAN DER MAADE

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:*

(s.) A. J. M. VAN DER MAADE

*Son Excellence*

*Monsieur Joachim Hunlede*

*Ministre des Affaires Etrangères*

*Lome*

---

Nr. II <sup>1)</sup>

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 1er septembre 1970 qui m'a été adressée par les Ambassadeurs des pays du Benelux et dont les termes sont les suivants:

(zoals in Nr. I)

J'ai l'honneur de marquer l'accord du Gouvernement de la République Togolaise sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agrèer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

Lome, le 12 Septembre 1970.

*Pour le Ministre des Affaires Etrangères absent,  
le Ministre de l'Education Nationale  
chargé de l'expédition des affaires courantes.*

(s.) B. MALOU

*Son Excellence*

*Monsieur van der Maade*

*Ambassadeur des Pays-Bas*

*Abidjan*

---

<sup>1)</sup> Eveneens werden door de Regering van de Republiek Togo soortgelijke brieven verzonden bestemd voor de Belgische en de Luxemburgse Regering, gedateerd op 12 onderscheidenlijk 16 september 1970.

C. VERTALING

Nr. I

AMBASSADE VAN BELGIË  
AMBASSADE VAN HET  
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

Doss.: 3.17.

No.: 1.786.

Excellentie,

Wij hebben de eer Uwer Excellentie ter kennis te brengen dat de Regeringen van de Beneluxlanden, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, bereid zijn op de volgende voorwaarden met de Regering van de Republiek Togo een overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht te sluiten.

Te dien einde en met inachtneming van de regelingen voortvloeiend uit de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied hebben wij de eer voor te stellen als volgt:

„1. In deze overeenkomst wordt verstaan:

onder „de Beneluxlanden”: het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

onder „het Beneluxgebied”: de gezamenlijke grondgebieden in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

2. Onderdanen van de Beneluxlanden mogen, ongeacht de plaats van vertrek, voor een verblijf van ten hoogste drie maanden, zonder visum de Republiek Togo binnenkomen, waartoe zij slechts in het bezit behoeven te zijn van een geldig nationaal paspoort, zonder dat een zekerheidstelling kan worden geëist. Ook voor hun vertrek uit dat land is het bezit van dit paspoort voldoende.

3. Onderdanen van de Republiek Togo mogen, ongeacht de plaats van vertrek, voor een verblijf van ten hoogste drie maanden, zonder visum het grondgebied van de Benelux binnenkomen, waartoe zij slechts in het bezit behoeven te zijn van een geldig nationaal paspoort, zonder dat een zekerheidstelling kan worden geëist. Ook voor hun vertrek uit dat grondgebied is het bezit van dit paspoort voldoende.

4. Voor een verblijf van langer dan drie maanden dienen de onder de bepalingen van deze overeenkomst vallende personen daar-

toe voor hun vertrek de vergunning te hebben verkregen door tussenkomst van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land waarheen zij zich willen begeven.

5. Onderdanen van de Beneluxlanden die met toestemming in de Republiek Togo zijn gevestigd en onderdanen van de Republiek Togo die met toestemming in een der Beneluxlanden zijn gevestigd, mogen het land van vestiging verlaten en daarheen zonder visum terugkeren, waartoe zij slechts in het bezit behoeven te zijn van een geldig nationaal paspoort, zonder dat een zeke rheidstelling kan worden geëist.

6. Elke Regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de voor binnenkomst vereiste documenten, niet beschikken over voldoende middelen van bestaan of over de mogelijkheid deze door wettelijk geoorloofde arbeid te verwerven, als ongewenst zijn gesignaleerd, of beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid kunnen verstoren.

7. Behoudens de voorgaande bepalingen blijven de in de Beneluxlanden en de Republiek Togo van kracht zijnde wetten en voorschriften met betrekking tot de binnenkomst, het verblijf, de vestiging en de uitwijzing van vreemdelingen, alsmede met betrekking tot de uitoefening van een winstgevende bezigheid, al dan niet in loondienst, van toepassing.

8. Elke Regering verplicht zich te allen tijde en zonder formaliteiten op haar grondgebied toe te laten houders van een door deze Regering afgegeven geldig nationaal paspoort, alsmede personen van wie is bewezen dat zij onderdanen zijn van het door deze Regering vertegenwoordigde land. Zij laat eveneens toe personen die niet meer in het bezit zijn van een paspoort indien is vastgesteld dat deze het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij zijn binnengekomen met het paspoort bedoeld in het voorgaande lid.

9. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze overeenkomst worden uitgebreid tot Suriname en de Nederlandse Antillen door middel van een kennisgeving van het Koninkrijk der Nederlanden aan de Regering van de Republiek Togo.

10. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 oktober 1970 voor de duur van één jaar. Indien zij niet 30 dagen vóór het verstrijken van die periode is opgezegd wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd.

Na de eerste periode van een jaar kan elk der Overeenkomstsluitende Regeringen haar opzeggen door dertig dagen tevoren de Belgische Regering hiervan in kennis te stellen.

De opzegging door een der Overeenkomstsluitende Regeringen heeft de beëindiging van de overeenkomst tot gevolg.

De Belgische Regering deelt de andere Overeenkomstsluitende Regeringen de ontvangst mede van de bovengenoemde kennisgeving.

11. Elk der Overeenkomstsluitende Regeringen kan de toepassing van deze overeenkomst schorsen door middel van een kennisgeving langs diplomatieke weg aan de Belgische Regering.

De schorsing door een der Overeenkomstsluitende Regeringen heeft eveneens de schorsing voor de andere Overeenkomstsluitende Regeringen tot gevolg.

De schorsing laat evenwel het bepaalde in de paragrafen 8 en 10 van deze overeenkomst onverlet.

De Belgische Regering stelt de andere Overeenkomstsluitende Regeringen op de hoogte van de ontvangst van de in deze paragraaf bedoelde kennisgeving. Hetzelfde geldt voor de intrekking van bedoelde maatregel.”.

Indien Uw Regering bereid is met de Regeringen van de Beneluxlanden een overeenkomst te sluiten overeenkomstig de bovenstaande regelingen, hebben wij de eer voor te stellen dat deze brief en Uwer Excellentie's bevestigende antwoordbrieven aan ieder van ons een overeenkomst vormen tussen de Regering van de Republiek Togo en de Regeringen van de Beneluxlanden.

Gelief, Excellentie, de hernieuwde verzekering van onze zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

Abidjan, 1 september 1970.

*Voor de Regering van het Koninkrijk België,*

(w.g.) G. WALRAVENS

*Voor de Regering van het Groothertogdom Luxemburg,*

(w.g.) A. J. M. VAN DER MAADE

*Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,*

(w.g.) A. J. M. VAN DER MAADE

*Zijner Excellentie*

*De heer Joachim Hunlede*

*Minister van Buitenlandse Zaken*

*Lome*

---

## Nr. II

Excellentie,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van de brief van 1 september 1970 aan mij gericht door de Ambassadeurs van de Beneluxlanden, welke als volgt luidt:

(zoals in Nr. I)

Ik heb de eer de instemming van de Regering van de Republiek Togo met de inhoud van deze brief te betuigen.

Gelief, Excellentie, de verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachtung wel te willen aanvaarden.

Lome, 12 september 1970.

*Bij afwezigheid van de Minister van Buitenlandse Zaken,  
De Minister van Onderwijs belast met de behandeling  
van de lopende zaken.*

(w.g.) B. MALOU

*Zijner Excellentie*

*De heer van der Maade*

*Ambassadeur van het Koninkrijk der Nederlanden*

*Abidjan*

---

D. GOEDKEURING

De in de brieven vervatte overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens vanaf 1 oktober 1971 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de in de brieven vervatte overeenkomst zijn ingevolge paragraaf 10 op 1 oktober 1970 voor de periode van één jaar in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt de Overeenkomst voor Nederland en de Nederlandse Antillen.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

De in de brieven vervatte overeenkomst is in overeenstemming met het in paragraaf 9 gestelde door kennisgeving aan de Regering van de Republiek Togo op 1 september 1970 met ingang van 1 oktober 1970 uitgebreid tot de Nederlandse Antillen.



J. GEGEVENS

Van de op 11 april 1960 te Brussel gesloten Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Groot-hertogdom Luxemburg inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, naar welke Overeenkomst in de eerste alinea van brief Nr. I wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1960, 40. Zie ook *Trb.* 1960, 102.

Uitgegeven de *negende* december 1970.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.